



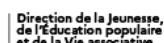
Modèles socio-économiques et création de valeur

*Renforcer la stratégie des
associations et le dialogue avec
leurs partenaires*

7 nouvelles recherches soutenues par l'Institut

TABLE DES MATIERES

Introduction	3
L'Institut français du Monde associatif	5
Un parti pris methodologique : soutenir la recherche participative	6
Présentation des projets lauréats	11
« Quelles consolidations de l'etayage theorique etscientifique pour une Economieassociative non-lucrative ? ».....	12
« Comment compte une institution ? Etude de la création de valeur non-monétaire dans les associations humanitaires et caritatives en Ile-de-France»	14
« Les modèles socio-économiques à l'épreuve du terrain : quelles pratiques stratégiques des associations ?».....	16
« Vers des communs de gestion associative »	18
« Partenariats Public-PrivéParticuliers : les conventions de réciprocité »	20
« co-construction d'une evaluation strategique dans le reseau des mjc ».....	22
« Le patrimoine immatériel à l'aune du travail réel : enjeux économiques ».....	23
La connaissance, un levier face à la crise - témoignage des partenaires	
L'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire	
Fondation Crédit Coopératif.....	
FONJEP	
Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts et Consignations	



INTRODUCTION

Si lentement, le monde associatif s'est saisi des sujets de la création de la valeur et des modèles socio-économiques (MSE), via différentes approches, une enquête nationale lancée par l'Institut français du Monde associatif a montré qu'il restait aujourd'hui des angles morts de la connaissance, ainsi qu'un grand besoin d'opérationnaliser les résultats de la recherche. A l'issue de cette enquête, l'Institut a souhaité engager un groupe de travail acteurs-chercheurs pour comprendre les besoins de connaissance précis des associations, dresser l'état de l'art, et identifier des recommandations qui constituent le cahier des charges du présent appel à manifestation d'intérêt (AMI) sur les MSE et la création de valeur dans le monde associatif.

A l'issue de ce groupe de travail, nous notons une littérature déjà abondante sur les modèles socioéconomiques et davantage un besoin d'investigations complémentaires, et de dissémination de la connaissance sur ce sujet. Les besoins de connaissance semblent en revanche plus importants sur les enjeux de création de valeur. Par ailleurs, pour compléter la connaissance, le besoin a été pointé d'aborder l'angle de l'articulation entre modèles socio-économiques et création de valeur.

Les candidats au présent AMI s'inscrivent dans l'un ou plusieurs des objectifs suivants :

ANALYSER LES PROCESSUS EVALUATIFS EN TANT QUE DEMARCHES STRATEGIQUES ET DELIBERATIVES PRODUCTRICES DE VALEUR

Comment dépasser l'évaluation contrainte institutionnelle ou financière destinée à justifier de la valeur pour déployer des processus permettant de révéler la valeur créée, de mettre en discussion les apprentissages, et de construire collectivement des stratégies ?

RENFORCER LA CONNAISSANCE DES SPECIFICITES DES MSE ET DE LA VALEUR CREEE PAR LES ASSOCIATIONS

L'analyse des spécificités des associations sous le double prisme de leurs MSE et de la valeur créée pourrait permettre de mieux documenter leur fonction socio-politique (innovation sociale, fonction d'interpellation, espaces de lien social et de délibération) en les distinguant des modèles institutionnels, issus de la commande publique, et des modèles d'entrepreneuriat social, dits « à impact ». La place centrale des enjeux d'expérimentation et d'innovation au sein des MSE interroge également leur valorisation et leur reconnaissance par les partenaires publics et privés ainsi que les cadres, légitimités et stratégies pour répondre aux besoins sociaux.

RENFORCER L'OUTILLAGE INTELLECTUEL ET STRATEGIQUE DES DIRIGEANTS ASSOCIATIFS POUR UN MEILLEUR PILOTAGE DES 3 LEVIERS SUR LESQUELS REPOSENT LEURS MSE

Quels sont les processus par lesquels l'engagement contribue aux MSE associatifs et à la création de valeur ? Comment mieux appréhender les évolutions structurelles des financements, pour outiller le dialogue avec les partenaires, et pour mieux évaluer et accompagner les effets de ces évolutions sur le projet associatif ? Quels sont les processus de création de valeur propres à la coopération ?

Nous souhaitons remercier le Fonjep, KPMG, l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts et l'INJEP, les partenaires cet appel à manifestation d'intérêt qui nous ont soutenu financièrement ce projet et qui nous ont accompagné durant le processus.

Florian Covelli – Délégué général – Institut français du Monde associatif

L'INSTITUT FRANÇAIS DU MONDE ASSOCIATIF

1. Un institut au service de la connaissance du monde associatif

Créée en 2019, l'Institut français du Monde associatif œuvre pour une meilleure connaissance du monde associatif.

- Sa raison d'être est de valoriser la contribution associative à la société et à la démocratie, pour que le monde associatif soit reconnu pour ce qu'il est et ce qu'il fait.
- Son utilité sociale est d'éclairer et d'outiller le monde associatif et ses partenaires sur de grands enjeux conditionnant son développement et pour lesquels la connaissance est aujourd'hui manquante.
- Son savoir-faire est de rapprocher acteurs et chercheurs au bénéfice de la connaissance du monde associatif, en qualifiant les besoins du secteur, en mobilisant et facilitant la recherche sur l'objet associatif, et en engageant les associations dans des démarches de connaissance.

2. Nos premières réalisations

Pour initier nos travaux, nous avons engagé un travail de qualification des besoins de connaissances du monde associatif. Nous avons mené une consultation nationale et une consultation régionale (avec Le Mouvement Associatif Hauts-de-France) auprès du secteur, et conduit quatre premiers groupes de travail et séminaires réunissant acteurs du monde associatif et chercheurs sur des thèmes à fort enjeu : « gouvernance et démocratie », « histoire du monde associatif », « modèles socio-économiques et création de valeur », « le fait associatif en situation de confinement ».

Nous avons également soutenu et accompagné 23 nouvelles recherches portés par 50 chercheuses et chercheurs pour mener des projets répondant à de grands enjeux de connaissance pour le monde associatif pour un montant total de 245 000 €.

Nous travaillons également au transfert et à la diffusion des travaux sur le monde associatif, afin de rendre la connaissance du monde associatif accessible à toutes et tous, tant au sein du monde de la recherche que du monde associatif. Nous avons à ce jour recensé plus de 3 500 références académiques et de littérature grise que nous rendrons accessibles grâce à un centre de ressources numériques.

A travers l'ensemble de ses actions, l'Institut s'attache enfin à structurer un réseau de connaissance pluridisciplinaire et à rapprocher chercheurs et acteurs.

UN PARTI PRIS METHODOLOGIQUE : SOUTENIR LA RECHERCHE PARTICIPATIVE

Considérant les associations comme porteuses et productrices de connaissance, l'Institut souhaite promouvoir la co-construction acteurs-chercheurs à travers la méthode de la recherche participative. Cette méthode présente plusieurs avantages :

- Elle permet de réduire les écarts entre les approches conceptuelles de la recherche et les besoins concrets des acteurs, qui ne se rencontrent pas toujours, • Elle garantit que les recherches sont bien appropriables par les acteurs, en associant ces derniers à la définition des livrables,
- Elle est l'occasion pour les acteurs associatifs de capitaliser et de diffuser leurs expériences,
- Elle est une opportunité pour les chercheurs de produire de nouvelles connaissances en maximisant les bénéfices sociétaux de leurs travaux,
- Elle est de nature à promouvoir la recherche comme une ressource stratégique au sein du monde associatif,
- Elle peut nourrir l'environnement institutionnel dans l'élaboration de dispositifs de soutien plus proches des préoccupations des acteurs sociaux, en augmentant la contribution de la recherche en sciences humaines et sociales à l'innovation,
- Elle favorise la contribution à l'enrichissement du débat public et participe à l'émancipation civique.

Les candidats à l'AMI remplissent les critères méthodologiques suivants :

- Prévoir la mise en relation entre au moins un chercheur et une association dans un projet collaboratif. L'Institut pourra accompagner cette mise en relation pour les projets qui n'auraient pas encore constitué d'équipe réunissant chercheurs et acteurs (à indiquer dans la lettre d'intention),
- Impliquer des disciplines des sciences humaines et sociales,
- Adopter une méthodologie de recherche participative/collaborative,
- En particulier, prévoir une définition conjointe acteurs-chercheurs des questions de recherche, ainsi que des livrables de restitution des travaux,
- Mettre en place un dispositif tiers de réflexivité qui aura pour fonction d'alerter, d'optimiser et de sécuriser la conduite du projet de recherche participative.

BILAN INTERMEDIAIRE

CALENDRIER DES GRANDES ETAPES

ETAPE	DATES	BILAN
ETAPE 1 : APPEL A MANIFESTATION D'INTERET	Ouverture des candidatures : 19/04/2022 - 06/06/2022 Jury de présélection : 06/2022	41 candidatures 24 projets présélectionnés
ETAPE 2 : ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN PLACE DE RECHERCHES PARTICIPATIVES ACTEURS-CHERCHEURS	Séminaire avec les projets présélectionnés : 27/06/2022 Mises en lien acteurs/chercheurs par l'Institut Co-construction des projets de recherche et dépôt des candidatures : 07-10/2022	19 projets complets reçus 4 mises en lien effectuées – 4 succès 5 retraits (motifs : manque de temps pour rédiger la candidature, changement de statut d'une organisation, échec dans la mobilisation de chercheurs, évolution professionnelle d'une candidate, des projets en proximité thématique et qui induisent une concurrence et la crainte que le projet ne soit pas retenu)
ETAPE 3 : jury	24 janvier 2023	En présence de membres du CA, du Comité scientifique et de partenaires 7 dossiers soutenus
ETAPE 4 : CONDUITE DES RECHERCHES	2023-fin 2024	

BILAN DU SEMINAIRE ACTEURS-CHERCHEURS AVEC LES PROJETS PRESELECTIONNES

Une petite enquête a été conduite auprès des participants sous forme de formulaire à remplir dans le but de mesurer l'utilité du séminaire du 27/06 pour les équipes projet présélectionnées.

⚠ Nous n'avons reçu que 3 réponses, ce qui est trop peu pour mesurer la réelle utilité du séminaire pour les équipes. Les retours des répondants se trouvent tout de même ci-dessous.

En synthèse, les répondants sont globalement satisfaits de ce séminaire qui leur a été utile, mais celui-ci n'a pas vraiment produit l'effet « dynamique de réseau » escompté.

Les différents temps de la journée ont-ils été utiles à la construction de votre projet ?

	Non, pas du tout	Non, pas vraiment	Oui, plutôt	Oui, tout à fait
L'intervention du matin sur la recherche participative	0	0	3	0
Le temps de travail individuel	0	0	1	2
Le temps d'échange avec d'autres équipes autour de vos problématiques de recherche	0	0	1	2
Les échanges que vous avez pu avoir avec les équipes de l'Institut autour de votre projet	0	0	2	1
Globalement, cette journée a été utile à la construction de votre projet	0	0	1	2

Réseau

	Non, pas du tout	Non, pas vraiment	Oui, plutôt	Oui, tout à fait
Le séminaire m'a donné envie d'intégrer un réseau autour de la recherche participative	0	2	1	0
Le séminaire m'a donné envie d'intégrer un réseau autour de la connaissance sur le fait associatif	0	1	1	1

BILAN INTERMEDIAIRE DE LA REPARTITION DES PROJETS PAR AXES THEMATIQUES

A l'étape 1 (lettres d'intention) :

- Analyser les processus évaluatifs en tant que démarches stratégiques et délibératives productrices de valeur : 19
- Renforcer la connaissance des spécificités des MSE et de la valeur créée par les associations : 27
- Renforcer l'outillage intellectuel et stratégique des dirigeants associatifs pour un meilleur pilotage des 3 leviers sur lesquels reposent leurs MSE : 22

A l'étape 2 (projets présélectionnés) :

- Analyser les processus évaluatifs en tant que démarches stratégiques et délibératives productrices de valeur : 10 (8 projets candidats)

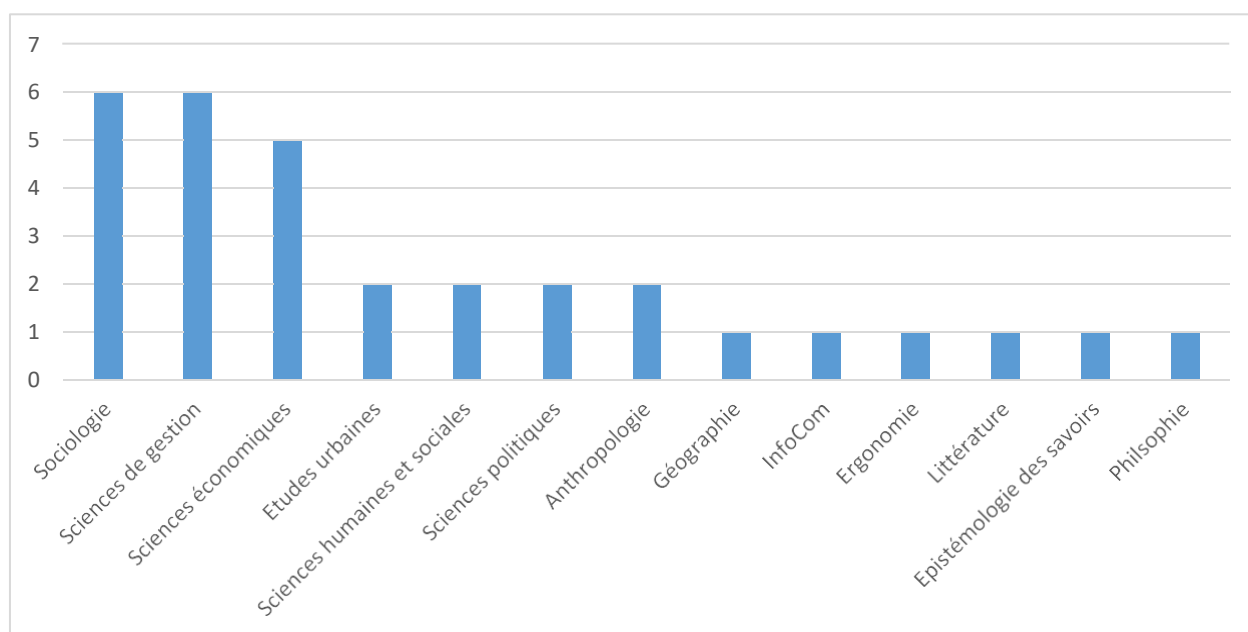
- Renforcer la connaissance des spécificités des MSE et de la valeur créée par les associations : 18 (14 projets candidats)
- Renforcer l'outillage intellectuel et stratégique des dirigeants associatifs pour un meilleur pilotage des 3 leviers sur lesquels reposent leurs MSE : 13 (12 projets candidats)

BILAN INTERMEDIAIRE DES DISCIPLINES REPRESENTÉES :

Sur les 19 projets soumis (étape 2), 12 disciplines sont représentées (+ mention de sciences humaines et sociales sans plus de précision).

Comme lors de précédent appel à projets, les disciplines dominantes sont la sociologie, les sciences de gestion et les sciences économiques. Le détail de la représentation disciplinaire des 19 projets présentés au jury se trouve ci-dessous.

Un bilan complet de la représentation des disciplines à chaque étape (y compris à la sélection finale) sera effectué après le jury final.



PROCESSUS D'INSTRUCTION

Evolution de l'instruction : la grille de candidature a évolué afin de prendre en compte les retours du Comité scientifique de l'année passée. La grille a été simplifiée et est composée de deux grandes catégories :

- Une catégorie autour de la cohérence globale du projet
- Une catégorie autour de la démarche participative

Un guide précisant les attentes vis-à-vis de l'instruction et précisant ce que nous entendons par recherche participative a également été transmis aux instructeurs.

Instructeurs mobilisés :

- 8 membres du comité scientifique
- 14 instructeurs externes (dont une majorité de lauréats de l'Institut)

PRESENTATION DES PROJETS LAUREATS

« QUELLES CONSOLIDATIONS DE L'ETAYAGE THEORIQUE ET SCIENTIFIQUE POUR UNE ECONOMIE ASSOCIATIVE NON-LUCRATIVE ? »

Ce projet vise à répondre à plusieurs questionnements :

- Comment consolider théoriquement et scientifiquement une économie associative non-marchande, non-lucrative ?
- Quelles perspectives socio-économiques les associations peuvent-elles inventer, expérimenter pour proposer d'autres voies de financement libérées des principes de concurrence, de rentabilité, de performance ?

Dans le cadre de l'« observatoire citoyen de la marchandisation des associations et de l'investissement à impact social » du Collectif des Associations Citoyennes (CAC), les porteurs de ce projet souhaitent s'inscrire dans une recherche participative, dans une démarche apprenante partagée entre acteurs associatifs et chercheurs pour éclairer ces questions, leurs formulations et partager des premiers éléments de réponse.

Apport du projet au monde associatif et/ou à ses partenaires publics et privés :

Ces travaux souhaitent donner des éléments de compréhension permettant aux associations de reprendre du pouvoir sur l'évolution de leurs modèles socio-économiques et de les extraire d'une modélisation trop normative. Ils veulent mettre en lumière des expérimentations et expériences concrètes pour repenser les modèles socio-économiques associatifs, reprendre la main sur leur processus d'évaluation, tenter de sortir d'une situation vécue actuellement comme une contrainte.

Dans cette optique l'équipe porteuse du projet souhaite outiller les acteurs associatifs en s'appuyant notamment sur les exemples belges d'auto-évaluation, les expérimentations menées à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités ou encore les Mouvement des régies de quartier afin de construire une évaluation qui leur soit propre. Un des objectifs est aussi de leur permettre de rendre mieux compte sur ce qu'ils font ou sont vraiment.

L'espace privilégié pour transmettre ces travaux sera l'université populaire des savoirs associatifs, espace complémentaire à notre observatoire au sein duquel nous faisons dialoguer acteurs associatifs et chercheurs sur des savoirs issus du monde associatif. Les porteurs de ce projet ont également des liens avec plusieurs revues qui croisent les savoirs comme, par exemple, la revue Projet et la revue Culture et Démocratie.

Un des objectifs vise également à outiller les responsables des collectivités publiques qui travaillent avec et en appui à des acteurs associatifs sur les méthodes d'évaluation, un sujet actuellement prégnant. Il sera aussi question de porter une réflexion sur les logiques de financement à l'œuvre.

Présentation de l'équipe :



Marianne Langlet

Chargée de Mission
Collectif des Associations Citoyennes



Julien Talpin

Sociologue
Chargé de recherche en science politique au CNRS
Directeur adjoint au CERAPS



Jean-Louis Laville

Professeur des universités
Titulaire de la chaire Economie Sociale et Solidaire
CNAM

« COMMENT COMPTE UNE INSTITUTION ? ETUDE DE LA CREATION DE VALEUR NON-MONETAIRE DANS LES ASSOCIATIONS HUMANITAIRES ET CARITATIVES EN ILE-DE-FRANCE »

Ce projet, porté par les associations La Cabane de la recherche, APPUI et Elancoeur, vise à aborder d'une manière nouvelle la création de valeur des associations caritatives dans les quartiers populaires grâce à la méthode dite d'ethno-comptabilité. Il s'agit d'évaluer la production de valeur dans le cadre d'une économie de dons en cherchant à comprendre comment comptent les acteurs, selon leurs propres cadres de références.

Apport du projet au monde associatif et/ou a ses partenaires publics et privés :

La méthode d'ethno-comptabilité est transposable et généralisable à une grande partie du monde associatif. En effet, ce projet entend être le début d'un chantier sur le monde associatif qui, s'il prend comme point de départ l'activité d'aide caritative, peut être transposé à toutes autres associations qui proposent une activité sociale gratuite et qui, de fait, produisent-elles aussi de la valeur sociale.

Plus encore, ce projet de recherche répond à une démarche plus générale concernant l'étude des ressorts sociologiques du désintéressement : pourquoi et comment les individus s'entraident et se donnent dans un monde dominé par la rationalité marchande ? Pourquoi et comment les individus s'engagent dans le milieu associatif pour faire don de leur temps et de leur énergie dans une activité sociale alors même qu'il existe déjà l'activité salariée ou entrepreneuriale ?

Cette question, d'une portée bien plus générale que la seule ethno-comptabilité avec une seule association caritative, nous permet de comprendre l'engagement associatif via la question de la création de valeur et des rationalités économiques.

Présentation de l'équipe :



David Frati

Chercheur

La Cabane de la recherche



Romain Gallart

Partenaire du monde associatif
APPUI



Rachid Najmaoui

Président d'association
Elancoeur

« LES MODELES SOCIO-ECONOMIQUES A L'EPREUVE DU TERRAIN : QUELLES PRATIQUES STRATEGIQUES DES ASSOCIATIONS ? »

Le projet vise à étudier l'appropriation de la question du modèle socio-économique au sein des associations et les modalités de délibération collective sur les choix afférents. Dans le cadre d'une recherche participative menée conjointement par l'institut IDEAS et deux chercheurs, les porteurs de ce projet mobilisent une méthodologie mixte et s'appuient sur un échantillon d'associations d'intérêt général issues de secteurs variés. Il s'agit de construire des clefs d'analyse des modèles socio-économiques à même d'éclairer les pratiques des acteurs associatifs.

Apport du projet au monde associatif et/ou à ses partenaires publics et privés :

Ces travaux de recherche ont pour objet d'interroger les modes et démarches de représentation de la valeur créée par les associations. Ils permettront de proposer un nouveau modèle ou d'amender les modèles existants. Cette représentation est avant tout un apport pour les associations pour percevoir la dynamique, ce qui relève de l'important et du vital, et pour fédérer autour d'un système organique et vivant et pas uniquement autour d'un système cloisonné et fonctionnel. A travers le modèle socio-économique, il s'agit de montrer les facteurs de création de valeur et les dynamiques spécifiques qui y concourent.

Insérée dans un écosystème, l'association peut utiliser cette représentation de la valeur et être plus légitime dans ses différentes négociations avec ses parties prenantes (financeurs publics ou privés, l'Etat, les experts de la comptabilité, les structures d'accompagnement et têtes de réseau) et s'en saisir comme un cadre commun de dialogue.

De par son positionnement à l'interface entre associations, financeurs, contrôleurs, Etat, IDEAS a une légitimité pour croiser et fédérer des regards différents sur cet enjeu.

PRESENTATION DE L'EQUIPE :



Suzanne Chami

Déléguée Générale
Institut IDEAS



Julien Kleszczowski

Maître de conférences
Université de Lille, IAE de Lille



Adrien Laurent

Maître de conférences
Université Paris Dauphine-PSL

« VERS DES COMMUNS DE GESTION ASSOCIATIVE »

Ce projet vise à rompre avec l'isolement qui pèse sur certains gestionnaires ou dirigeants associatifs face à des situations de tensions budgétaires, en développant un cadre d'échanges entre pairs, en coconstruisant un outil de gestion open source en appui à la réflexion stratégique et en capitalisant un socle de savoirs et savoir-faire partagés sur une plateforme collaborative. L'évaluation de l'effet de leur usage sur le fonctionnement des équipes associatives est également prévue.

Apport du projet au monde associatif et/ou à ses partenaires publics et privés :

Parmi les apports de ce projet au monde associatif et à ses partenaires, sont à citer :

- La création du commun de gestion et d'un tutoriel pour faciliter sa prise en main, incluant des exemples de questions stratégiques pouvant être abordées en équipe dans le cadre d'une réflexion budgétaire,
- La création d'une communauté d'échanges et la documentation collective de pratiques d'intérêt pour les dirigeants et gestionnaires au travers de la foire aux questions,
- La publication d'un rapport d'analyse sur les transformations vécues par les dirigeants associatifs, et leurs impacts, du fait des mutations des financements, mentionnant les pistes identifiées durant le projet pour renforcer leurs modèles socio-économiques,
- La rédaction d'un livre blanc pour sensibiliser les décideurs aux impacts de certaines règles d'intervention sur la qualité de vie au travail dans les associations.

Présentation de l'équipe :



Juliette Peres

Responsable développement
InCitu



Magalie Marais

Chercheuse associée et co-animatrice de la Chaire MIND
MBS



Delphine Vallade

Enseignante-chercheuse
CNRS



Claire Moreau

Responsable pôle accompagnement
France Active PACA

« PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE-PARTICULIERS : LES CONVENTIONS DE RECIPROCITE »

Des individus aux organisations, du public au privé, les associations sont souvent au cœur d'un tissu socio-économique complexe. Les Partenariats Public-Privé-Particuliers (PPPP) sont une forme émergente et innovante d'évaluation, de formalisation et de mise en récit de ces relations. S'articulant autour des Convention de Réciprocité (CR) mises en place à la Myne et adoptées dans d'autres organisations, l'objectif de cette recherche est d'analyser, de consolider et de diffuser ces pratiques

Apport du projet au monde associatif et/ou à ses partenaires publics et privés :

À travers son réseau de pratiques, la MYNE a pu observer l'état générale des MSE associatifs se dégrader. Soumis à un réseau relationnel complexe, engageant des intérêts parfois contradictoires et des environnements culturels différenciés, l'économie associative nous a semblé devoir se maintenir dans un contexte économique de plus en plus défavorable. Les PPPP semblent pouvoir formaliser ces relations complexes, notamment grâce aux conventions de réciprocités, permettant ainsi la mise en place de partenariats plus souples et plus diversifiés.

Par ailleurs la MYNE a pu observer empiriquement que le monde associatif tient souvent grâce à quelques individus (tête de pont) sur lesquels repose beaucoup de charge (cognitive, financière etc.), fragilisant ainsi l'ensemble du réseau. En nouant des partenariats entre public, privé et particulier (individu) il lui semble que les PPPP peuvent permettre de mieux sécuriser le réseau associatif concerné.

Il semble urgent de convertir ce constat empirique en publication scientifique afin de pouvoir diffuser à l'ensemble du monde associatif ainsi qu'à ses partenaires publics et privés le résultat de cette recherche.

PRESENTATION DE L'EQUIPE :



Benjamin Chow-Petit

Membre du Conseil Collégial
La MYNE



Antoine Burret

Conseiller Scientifique
La MYNE



Christian Mahieu

Chercheur chaire ESS
ANIS/Catalysy

« CO-CONSTRUCTION D'UNE EVALUATION STRATEGIQUE DANS LE RESEAU DES MJC »

Suite à un travail mené auprès de la FRMJC de Champagne-Ardenne ayant conclu à la centralité de l'enjeu d'évaluation, la confédération « MJC de France » souhaite approfondir son engagement sur cette question. L'expérimentation envisagée est vue comme une occasion de produire des résultats consolidés concernant la valeur produite par les MJC et leur réseau. Il s'agit aussi d'éclairer la place des pratiques évaluatives dans la vie et la gouvernance de ce réseau d'associations.

Apport du projet au monde associatif et/ou à ses partenaires publics et privés :

Le projet vise à permettre une accumulation d'un socle de connaissance sur les enjeux de l'évaluation à toutes les échelles (dans la relation aux financeurs, dans la relation au CA, dans le management des salariés, dans la stratégie de développement des associations...). Il vise également à permettre de formuler des repères conceptuels et pratiques afin de soutenir la capacité des associations à concevoir des dispositifs d'évaluation plus en phase avec leur travail réel. Enfin, le projet cherche à mettre en lumière les enjeux de coopération avec les financeurs en mettant notamment en avant les contraintes et besoins de ceux-ci.

Présentation de l'équipe :



Patrick Chenu

Directeur Général
MJC de France



Romain Demissy

Intervenant-Chercheur
ATEMIS

« LE PATRIMOINE IMMATERIEL A L'AUNE DU TRAVAIL REEL : ENJEUX ECONOMIQUES »

Le projet vise à interroger les conditions de constitution et de développement d'un « patrimoine immatériel » au sein de la communauté professionnelle des acteurs de la politique de la ville de la Seine-Saint-Denis, animée par Profession Banlieue. En tant que centre de ressources départemental, son rôle sera questionné au regard de la dynamique des ressources immatérielles à l'œuvre dans la communauté et soutenant la coopération entre acteurs. L'analyse de la dynamique immatérielle du travail (création de valeur et ressources mobilisées), devra aider à penser les autres registres du modèle économique (organisation, évaluation, gouvernance, financements) et soutenir ainsi le dialogue avec ses financeurs et partenaires.

Apport du projet au monde associatif et/ou à ses partenaires publics et privés :

Une dissociation de plus en plus forte s'opère entre les institutions et les associations et est en décalage avec le discours partagé autour de la critique des modes de financements associatifs, tels que les appels à projets, ou encore le besoin de co-production des politiques publiques, notamment pour lesquelles les associations jouent un rôle central (ex : politique de la ville).

Face au nombre d'associations présentes sur les territoires, ce sont le plus souvent les réseaux professionnels inter-associatifs, territoriaux ou thématiques, qui se retrouvent dans une posture de tiers-facilitateur. Cependant, ils sont davantage associés aux instances de réflexion plus qu'aux instances délibératives sur l'avenir des associations. Ce projet pourrait servir :

- La légitimité de représentation de ces réseaux dans les instances délibératives ; et également la diffusion d'un discours autour du besoin de réappropriation des dispositifs d'évaluation dans les réflexions sur les modèles économiques associatifs, dans une logique où les partenaires publics et privés doivent être impliqués ;
- Les réflexions sur l'échelle territoriale de représentation des associations dans les cadres de coopérations ;

Enfin, ce projet appuierait le besoin de faire perdurer ces espaces d'échanges entre professionnels, parfois perçus comme des espaces d'entre-soi mais qui pourtant, proposent une autre approche que la voix de professionnalisation : il faut réapprendre à faire confiance à ces espaces, pour permettre, notamment aux associations, de continuer à développer des marges critiques.

PRESENTATION DE L'EQUIPE :



Vincent Havage

Directeur
Profession Banlieue



Sandro De Gasparo

Ergonome, intervenant-chercheur
Laboratoire